



L'A-DROIT de Chaudière-Appalaches



Rapport d'activités 2025-2026

Présenté lors de l'AGA du
3 Juin 2026

Rédaction:
François Winter
Directeur général



Table des matières

2	Message du président et du directeur général	→
3	8 critères de L'ACA	
4	Notre mission	
5-6	Vie démocratique	→
7	Équipe du C.A.	
8	Notre équipe	
9	Nos formations	→
10 à 16	Représentations	
17 à 20	Actions systémique	
18	Sondage	→
21	Ateliers d'information sur les droits en psychiatrie	
22	Application Droits et ressources en santé mentale (DRSM)	
24 à 27	Communications	→
28	Journal de L'A-DROIT	
28 à 30	Information sur les droits\Représent'ACTION	
33 à 36	Aide et accompagnement	
37	Conclusion	→



Mot du président et du directeur général

Bonjour à tous,

Encore une fois cette année, nous n'avons pas chômé à L'A-DROIT!

La mobilisation pour aider les personnes à s'inscrire au dédommagement pour le recours collectif sur la garde préventive, la réalisation et la diffusion de l'étude sur la P-38.001 et la réforme annoncée nous ont tenu occupés.

Si l'on y ajoute le communautaire à boutte, le sondage que nous avons réalisé, les activités d'information sur les droits, notre présence dans le milieu et l'aide et l'accompagnement que nous avons réalisé en 2025-2026, on peut dire que c'était une année bien remplie! Nous sommes fiers d'avoir renouvelé notre partenariat avec le fonds d'aide de la chambre des notaires pour les trois prochaines années! L'A-DROIT a entamé la deuxième année de sa planification stratégique et les résultats commencent à se faire sentir. Ainsi, lorsque nous regardons le travail accompli, nous pouvons être fiers de l'année 2025-2026 à L'A-DROIT!

Les défis devant nous sont importants pour la prochaine année. Au moment d'écrire ces lignes, un projet de Loi a été redéposé pour modifier la P-38. Nous travaillons d'arrache-pied afin que cette réforme, lorsqu'elle verra le jour, soit la plus respectueuse possible des droits des personnes. Vous pouvez compter sur L'A-DROIT pour faire valoir la parole des personnes vivant avec un problème de santé mentale et votre vécu, on poursuit notre travail cette année! Aussi, encore une fois cette année, les services publics sont à bout de souffle, les réformes gouvernementales inquiétantes et le climat économique et social nous préoccupe. Sachez toutefois que nous continuons d'être mobilisés pour le respect des droits des personnes vivant avec un problème de santé mentale. Ce rapport d'activités constitue un aperçu de la dernière année à L'A-DROIT. Nous souhaitons qu'il mette en valeur les efforts de l'équipe et du CA dans la réalisation de la mission au quotidien.

Bonne lecture!

Jason Morin
Président

François Winter
Directeur général



8 critères de l'ACA

Le Ministère de la santé et des services sociaux a prescrit, dans le cadre normatif du programme de soutien aux organismes communautaires, que les organismes doivent respecter les 8 critères de l'action communautaire autonome pour être financés à la mission globale. Les 8 critères sont les suivants:

- 1 Avoir un statut d'organisme sans but lucratif, être légalement constitué depuis au moins 12 mois et avoir son siège social au Québec;
- 2 Démontrer un enracinement dans la communauté;
- 3 Entretenir une vie associative et démocratique;
- 4 Être libre de déterminer sa mission, ses orientations, ainsi que ses approches et ses pratiques;
- 5 Avoir été constitué à l'initiative des gens de la communauté;
- 6 Poursuivre une mission sociale propre à l'organisme et qui favorise la transformation sociale;
- 7 Faire preuve de pratiques citoyennes et d'approches larges axées sur la globalité de la problématique abordée;
- 8 Être dirigé par un conseil d'administration indépendant du réseau public.

L'A-DROIT a toujours répondu aux 8 critères de l'ACA. Lorsque vous verrez une de ces icônes avec le numéro correspondant dans le rapport d'activités, cela indique à quel critère cette activité correspond.



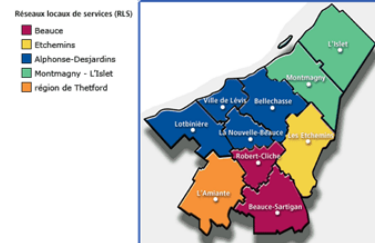
Mission

En fonction des lettres patentes présentées à l'Inspecteur général des Institutions financières du Québec (Registraire des entreprises) le 6 juin 2002, voici les objets de notre charte :

Dénomination : Le présent organisme est connu et désigné sous le nom de « L'A DROIT de Chaudière-Appalaches », groupe ayant comme rôle la défense des droits en santé mentale.

Territoire : Le territoire où s'exerce l'action de l'organisme est la région administrative 12, soit Chaudière-Appalaches.

Siège social : Le siège social de l'organisme est situé à Lévis.



OBJECTIFS

Les objectifs de la corporation sont les suivants :

- 1) Favoriser l'appropriation du pouvoir des personnes qui vivent et/ou qui ont vécu avec un problème de santé mentale. Ce doit être effectué dans une dynamique de respect de leur rythme, des limites, des choix et des conditions existentielles des personnes afin de les aider à défendre leurs droits et intérêts.
- 2) Assister et accompagner les personnes dans la défense de leurs droits individuels en santé mentale.
- 3) Stimuler l'appropriation du pouvoir des personnes par de l'information et différentes formations en matière de défense de droits en santé mentale.
- 4) Contribuer à regrouper des personnes vivant et/ou ayant vécu avec un problème de santé mentale qui connaissent des situations similaires, afin qu'ils fassent valoir collectivement leurs droits et intérêts.
- 5) Collaborer avec les organismes et individus ayant des préoccupations analogues.
- 6) Encourager les personnes à développer leur potentiel et leur autonomie dans leurs démarches de défense de droits en santé mentale.
- 7) Sensibiliser la population aux différentes problématiques sociales et juridiques liées à la santé mentale.
- 8) Agir dans la collectivité afin de prévenir certains abus et formes de discrimination à l'endroit des personnes qui vivent et/ou qui ont vécu avec un problème de santé mentale.
- 9) Le tout ne pouvant constituer un établissement au sens de la Loi sur la santé et les services sociaux.

5

4

1

TERRITOIRE DESSERVI

Le territoire desservi par L'A-DROIT est la région administrative 12, soit Chaudière-Appalaches. Nous comptabilisons nos demandes et activités en fonction du territoire régional et sous-régional pour certaines activités et volets de notre mission.

Vie démocratique

47

Personnes présentes à l'assemblée générale annuelle le 4 juin 2025



9

Rencontres régulières du conseil d'administration et 1 rencontre spéciale



31

Bénévoles pour un total de 1783 heures de bénévolat en 2025-2026

305

Membres en 2025-2026

3

8

Vie démocratique

Comité juridique

Mandat : Le comité juridique a pour mandat de produire des opinions/analyses relativement à des questions concernant les droits en santé mentale et d'assister l'organisme dans certains dossiers spécifiques. 6 membres impliqués dans 1 rencontre du comité et 4 rencontres pour superviser les stagiaires en droit.

Planification stratégique

Nous avons entamé la deuxième année de la planification juridique en 2025-2026. L'équipe de travail a, de façon trimestrielle, révisé la planification et l'atteinte des objectifs et le conseil d'administration a également suivi et participé aux travaux et au suivi de celle-ci.

Comité vigilance

Le comité vigilance a pour mandat de rassembler des personnes premières concernées membres de L'A-DROIT afin de réaliser des actions liées à leurs préoccupations concernant les droits. Nouveau comité cette année à L'A-DROIT, il a rassemblé des personnes motivées par le dossier de la P-38, notamment.

Le comité s'est réuni cette année à 7 reprises. Il compte 7 membres et a une moyenne d'un peu plus de 5 présences chaque rencontres.

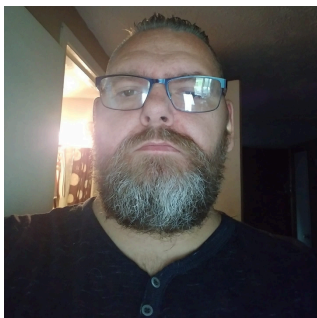
Les premières rencontres du comité vigilance ont d'abord permis de définir les rôles de chacun-e et de définir la direction que ses membres souhaitaient suivre. Le comité, dans le cadre du contexte de réforme de la P-38.001 s'est donné un mandat multiple qui joint :

- L'éducation populaire aux problématiques de santé mentale afin de mieux sensibiliser les personnes ;
- La sensibilisation des différents acteurs et actrices intervenant auprès des personnes en santé mentales ;
- Mobiliser et agir directement sur des situations d'injustices par la rédaction de mémoires, témoignages ou commentaires ;
- La sensibilisation par l'art.

Le comité est très motivé et porte une vocation qui dépasse l'enjeu de la réforme de la P-38.001.



Le conseil d'administration



Jason Morin
Président



Maurice Saint-Georges
Vice-Président



Hélène Chabot
Secrétaire



Marise Proulx
Trésorière



Clairette Chabot
Administratrice



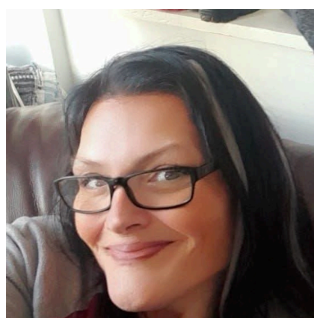
Marie-Claude Dubé
Administratrice



Martin Lemay
Administrateur

Principaux dossiers du CA en 2025-2026 :

- Réalisation de la planification stratégique
- Ressources humaines
- Financement de l'organisme
- Dossier de la P-38 et du recours collectif
- Parole collective



Annie Busque
*Secrétaire entre avril et
juin 2025*

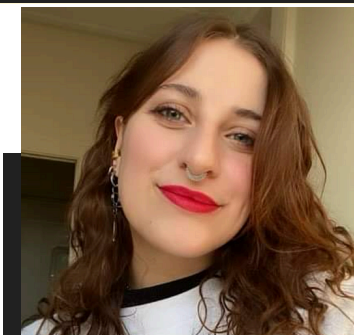
Les membres du conseil d'administration sont toutes des personnes membres de l'organisme provenant de différents territoires de la région.

Équipe de travail



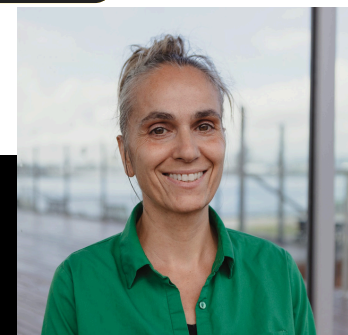
François Winter

Directeur général



Max Talhouët

*Adjointe de direction et
conseillère en défense de
droits*



Isabelle Doneys

*Conseillère en défense de
droits*



Nadine Mibel

*Conseillère en défense de
droits*



Marie-Josée Boucher

Chargée de projet



Isabelle Fournier

*Chargée de projet
Représent'ACTION*



Ont fait partie de l'équipe en 2025-2026:

- Jean-Robens Théagène, conseiller en défense collective des droits
- Benjamin Ross, communications

Nos stagiaires:

Droit: Chloé Jalbert, Ariane Girard, Stéphanie Bergeron, Marie-Catherine Daviau et Marianne Turcotte

Travail social: Camille Tanguay et Chourouk Mouhib

Éduc. spécialisée: Kevin Lanouette

Administration: Sadou Diallo



2 participants à des travaux compensatoires pour un total de 180 heures.

Formations

- Diversité et inclusion
- Intervenir auprès des hommes en détresse
- Formation de secourisme
- Développer sa résilience pour une santé mentale positive dans un contexte d'intervention sociale
- Séance en ligne | Bien jouer son rôle-conseil — Partie 1 : Reconnaître les compétences clés et exercer son influence
- Webinaire : La Charte : une protection contre l'exploitation des personnes âgées ou handicapées
- Le profilage racial, une pratique discriminatoire Webinaire
- Les droits de la personne en matière de logement
- Formation Repérage en prévention du suicide
- Apprendre sur Slack
- Communication inclusive
- Sentinelle prévention du suicide
- Stratégie Marketing
- Formation en gestion des ressources humaines pour les organismes communautaires
- Loi 27
- Off Numérique
- Communautaire et radicalisation de la droite
- Projet de Loi C-9: une menace pour les droits humains
- Intervention psychosociale en contexte interculturel
- Masquage diagnostique
- Communautaire et médias sociaux
- Lutte contre la Maltraitance

Représentations

6

Les représentations à diverses instances sont, pour L'A-DROIT, une manifestation concrète de notre appartenance à nos différentes communautés territoriales et aux regroupements d'intérêt. L'identité communautaire de notre organisme fait en sorte que l'on se joint à diverses organisations. Les représentations de L'A-DROIT constituent une composante de nos nombreuses formes d'implication dans le milieu. Encore une fois cette année, nous avons continué d'être présents et dynamiques! L'A-DROIT a exercé un leadership fort dans son milieu et au Québec. Nous avons été impliqués dans les instances de concertation en santé mentale, auprès de la TROCASM-12 et de l'AGIDD-SMQ, à titre de porte-parole provincial.

+50% d'augmentation de la formation du personnel en 2025-2026



Représentations



Association des groupes d'intervention en défense de droits en santé mentale du Québec

Regroupement des groupes régionaux de promotion et de défense de droits en santé mentale du Québec, de comités d'usagers en établissement psychiatrique ainsi que de groupes de promotion/vigilance.

L'AGIDD-SMQ est le regroupement de L'A-DROIT à l'échelle provinciale.

L'A-DROIT est membre de l'AGIDD-SMQ depuis 2003. En plus de participer aux consultations de notre association provinciale, L'A-DROIT a participé au colloque et à l'assemblée générale annuelle de l'AGIDD-SMQ (Hélène Chabot, Annie Busque, François Winter et Jason Morin). L'A-DROIT a aussi participé à la rencontre nationale de février 2026.

François Winter a poursuivi son mandat au CA de l'AGIDD-SMQ, où il occupe le poste d'administrateur. Il a assisté à sept (7) rencontres régulières du CA de l'AGIDD-SMQ, incluant deux lac-à-l'épaule de 2 jours, en plus de participer aux activités suivantes liées à la vie associative:

- Rencontre de conseillères en défense de droits (2) et de directeurs (2);
- Comité politique (10 rencontres) ;
- Max Talhouët a participé à six (6) rencontres du Comité mobilisation ;

Représentations

- Jean-Robens Théagène a participé à 2 rencontres de Jasons promo recours collectif.
- François Winter a participé à 1 rencontre du comité l'autre côté de la pilule.

Porte-Parole de l'association depuis 2023:

- Représentations de la Ministre Sonia Bélanger, de son attaché politique et de M. Guillaume Cliche-Rivard, député de Québec Solidaire critique en matière de santé mentale, de Madame Élisabeth Prass du parti libéral et des attachées politiques de Joel Arseneau du parti Québécois (6 rencontres) ;
- Représentation auprès de l'IQRDJ et participation au forum des acteurs (avril 2025) ;
- Représentation à l'assemblée nationale concernant la P-38 le 13 novembre 2025;
- Rédaction de communiqués de presse et de lettres d'opinions. Présences médiatiques à titre de porte-parole de l'AGIDD-SMQ (x interventions médiatiques).

L'A-DROIT a encore une fois été très investie dans son regroupement provincial cette année, pour la cause et en lien avec le principe de la transformation sociale. Encore une fois cette année, nous avons porté la parole notamment dans le dossier de la P-38. L'A-DROIT a également supporté les conseillères en défense de droits et directions d'autres régions lorsque nous sommes sollicités.



Table régionale des organismes
communautaires actifs en santé
mentale de Chaudière-Appalaches

La TROCASM est le regroupement régional des organismes communautaires en santé mentale de Chaudière-Appalaches.

La TROCASM a des interactions avec la direction du programme santé mentale au CISSS-CA.

L'A-DROIT est très actif dans ce regroupement régional. Ainsi, nous assistons à titre de membre régulier aux réunions de la TROCASM.

Nous avons participé à 2 rencontres des membres de la TROCASM. Nous avons représenté la table auprès de la direction du programme santé mentale et auprès de la TROCCA et du PSOC régional. Nous avons représenté la TROCASM au comité régional sur la maltraitance. L'A-DROIT a aussi participé à un comité de travail avec un organisateur communautaire (1 rencontre). Nous avons aussi représenté la table dans le dossier des concertations (1 rencontre) et participé à une consultation du COSME (1 rencontre). Enfin, L'A-DROIT a participé à l'AGA de la TROCASM.

L'A-DROIT est membre des regroupements et associations suivantes :
AGIDD-SMQ, TROCASM, CDC Beauce-Etchemins, Bellechasse, Lotbinière et
Montmagny-L'Islet, TV communautaire des Appalaches, Passion FM
Centraide Québec-Chaudière-Appalaches, TROCCA



CDC BELLECHASSE

La corporation de développement communautaire de Bellechasse (CDC) est un regroupement d'organismes communautaires multisectoriels du territoire de la MRC de Bellechasse. Ainsi, L'A-DROIT a participé à l'assemblée générale annuelle.



La corporation de développement communautaire de Beauce-Etchemins (CDC) est un regroupement d'organismes communautaires multisectoriels de Beauce-Etchemins. L'A-DROIT a participé à l'assemblée générale annuelle.



La corporation de développement communautaire de Lotbinière (CDC) est un regroupement d'organismes communautaires multisectoriels de Lotbinière. L'A-DROIT a participé à l'assemblée générale annuelle et au gala reconnaissance des organismes en juin 2025, en plus d'un 5 à 7 et d'une rencontre de membres.



La corporation de développement communautaire de Montmagny-L'Islet (CDC) est un regroupement d'organismes communautaires multisectoriels de Montmagny-L'Islet.

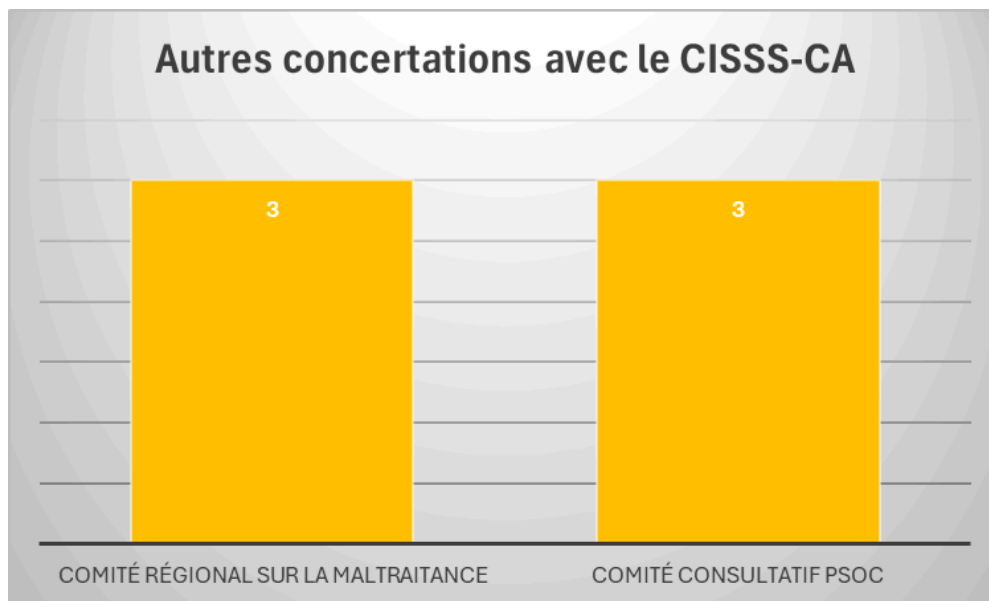
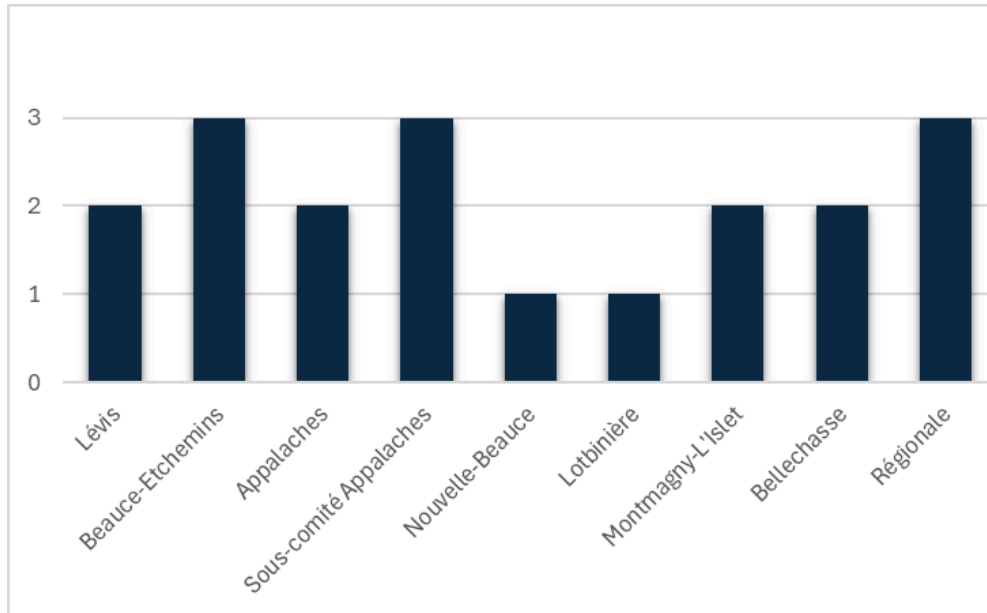
Max a participé à 4 rencontres des membres, en plus de participer à une rencontre spéciale des groupes de défense des droits.

Concertation avec le milieu communautaire et le réseau de la santé

Nous poursuivons notre présence auprès des instances de concertation avec le réseau de la santé dans la région. Cette année, nous avons été davantage présents et actifs en cette matière puisque Max Talhouët a commencé à faire des représentations auprès de certaines tables de concertation. L'organisme est engagé lors de représentations, ce qui correspond à sa mission de promotion et de défense des droits en santé mentale.

L'A-DROIT a eu cette année encore des échanges réguliers avec la direction du programme santé mentale et dépendances notamment concernant l'entente survenue dans l'action collective sur la garde préventive, l'étude sur la P-38.001 de L'A-DROIT et le sondage de satisfaction réalisé par L'A-DROIT.

Représentations avec le réseau de la santé



Participation à l'assemblée générale annuelle des organismes suivants :

- | | | |
|-------------------------|-------------------------|----------------|
| o SRIC | o La Passerelle | o La Rencontre |
| o Les Nouveaux Sentiers | o L'Oasis de Lotbinière | o L'Intervalle |
| o Aux Quatre Vents | o La Barre du jour | o L'Éveil |
| o Le Murmure | o Le Havre | |
| o Le Rappel | o Le Trait d'union | |

Systemique

6

7

L'action systémique constitue un volet important de notre mission. Sa définition est la suivante :

« L'action systémique comprend l'ensemble des actions menées par le groupe afin de mettre en cause le bien-fondé ou l'application d'un règlement, d'une pratique ou d'une politique ayant cours dans un établissement public ou une corporation privée et ayant, sur le plan régional, une incidence néfaste sur le respect des droits des personnes. Ce type d'intervention peut aussi s'appliquer à une politique particulière du gouvernement. L'action systémique prend appui sur la vie associative et l'apport des personnes concernées aux démarches visant des transformations sociales. Tiré du cadre de référence pour la promotion, le respect et la défense de droits en santé mentale (MSSS 2024). ».

Cette action se retrouve dans l'ensemble des sphères de l'organisme, notamment dans les représentations, les communications, et est aussi issue de l'aide et l'accompagnement individuel.

Étude sur la P-38

L'A-DROIT a publié, le 17 décembre 2026 l'étude sur l'application de la P-38.001 en Chaudière-Appalaches entre 2022 et 2024. Fruit d'un travail de plus d'une année, cette étude vient faire le portrait de l'application de la P-38 dans la région. Nous avons lancé cette étude lors d'une conférence de presse où 18 personnes étaient présentes, en plus de représentants des médias.



Constats clés

- **Profil des personnes visées** : 60 % sont des hommes; 2/3 ont entre 26 et 55 ans; les personnes âgées représentent près du tiers des cas.
- **Types de garde** : Les gardes provisoires dominent (63 %), suivies des gardes autorisées (36 %).
- **Respect des droits** :
 - Signification avant audience dans seulement 65 % des cas.
 - Absence de la personne intimée dans plus de 50 % des audiences.
 - Présence d'un avocat dans 14,85 % des dossiers; aide juridique dans moins de 6 %.
 - **Durée des audiences** : 45 % durent moins de 5 minutes, ce qui limite le débat contradictoire.
 - **Décisions** : 56 % des demandes sont accueillies; les rejets ou refus sont marginaux (<2 %).
- **Pratiques préoccupantes** :
 - **Recours fréquent aux remises** (28 % des audiences), prolongeant la privation de liberté.
 - Non-conformités dans 23,7 % des dossiers (délais, vices de forme, données manquantes).

Suite à la diffusion de l'étude, nous avons effectué des rencontres de présentation et d'échanges sur les constats liés à la P-38. Voici la liste des représentations effectuées:

- Juge coordonnatrice à la Cour du Québec, le 18 décembre 2025 ;
- Exécutif de la direction du programme santé mentale et dépendance le 14 janvier 2026 ;
- Comité santé mentale de Montmagny-l'Islet le 22 janvier 2026 et Beauce-Etchemins le 26 janvier 2026, de Lévis le 4 février 2026 et de Nouvelle Beauce le 28 février 2026
- Organismes de Montmagny-L'Islet (CDC) et Député Mathieu Rivest le 19 janvier 2026 ;
- CDC Lotbinière le 24 mars 2026
- Chef de programme Montmagny-L'Islet le 5 février 2026 ;
- Curateur public le 12 février 2026 ;
- Barreau de Québec le 12 février 2026 ;
- Commissaire aux plaintes le 13 mars 2026

Sondage

En collaboration avec la firme Médaille, nous avons réalisé un sondage d'appréciation de la qualité des services en santé mentale dans la région. Ainsi, un total de 117 répondants ont complété le sondage qui a été administré entre le 16 octobre et le 28 novembre 2025.

Nous avons tenu des rencontres auprès de 60 personnes dans le cadre de 6 activités dans la région (Lévis, L'Islet, Montmagny, Lotbinière, Beauce).

PRESENTATION DES RESULTATS

DE NOTRE SONDAGE SUR LA QUALITE DES SERVICES EN SANTE MENTALE

Ce sondage a été réalisé pour mieux comprendre l'expérience des usager·ères et de leurs proches et pour identifier ce qui fonctionne bien... et ce qui doit être amélioré !



En collaboration avec la firme Médaille groupe conseil



Médaille
groupe conseil



Action collective sur la garde préventive

Nous avons poursuivi les actions entreprises en 2024-2025 en ce qui concerne la promotion de l'entente dans le cadre de l'action collective sur la garde préventive.

Pour L'A-DROIT, ce fut un grand succès puisque cela a permis que 107 personnes s'inscrivent grâce à notre soutien. Ainsi, afin de permettre au plus grand nombre possible de personnes de s'inscrire pour être indemnisé, nous avons imprimé et distribué 10 000 signets supplémentaires et avons fait les actions suivantes:

- Rencontre dans les groupes d'entraide suivants:
 - Nouveaux Sentiers: 25 personnes
 - La rencontre: 14 personnes
 - Oasis de Lotbinière: 15 personnes
 - Le Havre: 12 personnes
- Présentation aux équipes santé mentale dépendance de Laurier-Station (6 personnes), des Chutes-de-la-Chaudière (15 personnes), Lévis (12 personnes)
- Tournée des RI de la région: Dutil: 10 personnes, Camiré: 20 personnes, Prisme: 9 participants, O'Roy: 2 personnes, Campagnard, 2 participants, RAC Émeraude: 12, Rive de Montmagny: 7 participants, Arc-en-ciel: 15 participants, Villa Lac Etchemin: 2 participants, Belvédère du Lac: 1 participant, la récolte: 1 participant, RAC Saint-Georges: 11 participants, RI Saint-Antoine, 9 personnes, RI Pontbriand, 12 personnes, RI intervalle Vincent Chagnon 7 personnes, Maison Saint-Louis 12 personnes
- Distribution de signets au festival Western de Saint-Victor: 3000 personnes rencontrées.
- Présentation à la collectivité désignée de Lévis : 13 personnes
- Rencontre de concertation en santé mentale de Lévis : 15 personnes
- Rencontre d'organismes à Sainte-Marie: 10 personnes.
- Tournée de Bellechasse avec la Barre du Jour: 150 personnes

En 2025-2026, les activités du volet d'intervention de proximité ont été vécues en lien avec les actions sur la garde préventive. Nous avons saisi l'opportunité pour échanger sur les droits avec les personnes et fréquenter des lieux auxquelles nous n'avions pas accédé jusque-là.



Un total de 24 personnes ont participé à l'atelier d'information donné par Me Patrick Ménard-Martin sur l'action collective le 24 avril 2025.

Autres actions systémiques

- Participation de 7 personnes à la manifestation pour la journée de la justice sociale le 20 février 2026.
- Rencontre et échange avec le bureau du commissaire à la déontologie policière le 11 novembre 2025.
- Participation à la consultation des signes vitaux de Québec Philanthrope le 27 octobre 2025.



Communautaire à boutte

Nous avons participé aux actions de la campagne Le communautaire à boutte, afin de revendiquer un meilleur financement pour les organismes communautaires. Ainsi, L'A-DROIT a adopté un mandat de grève et a pris part aux actions suivantes:

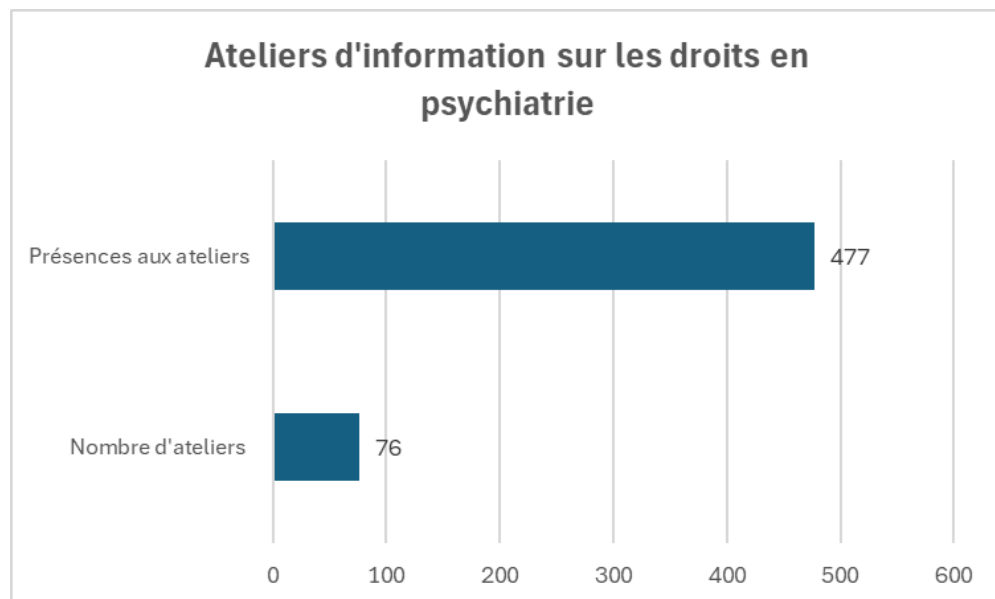
- 3 rencontres d'informations/suivi
- Mobilisations/manifestations à Thetford Mines, Saint-Georges, Sainte-Marie, Montmagny et Rencontre régionale à Lévis.

Information sur les droits

7

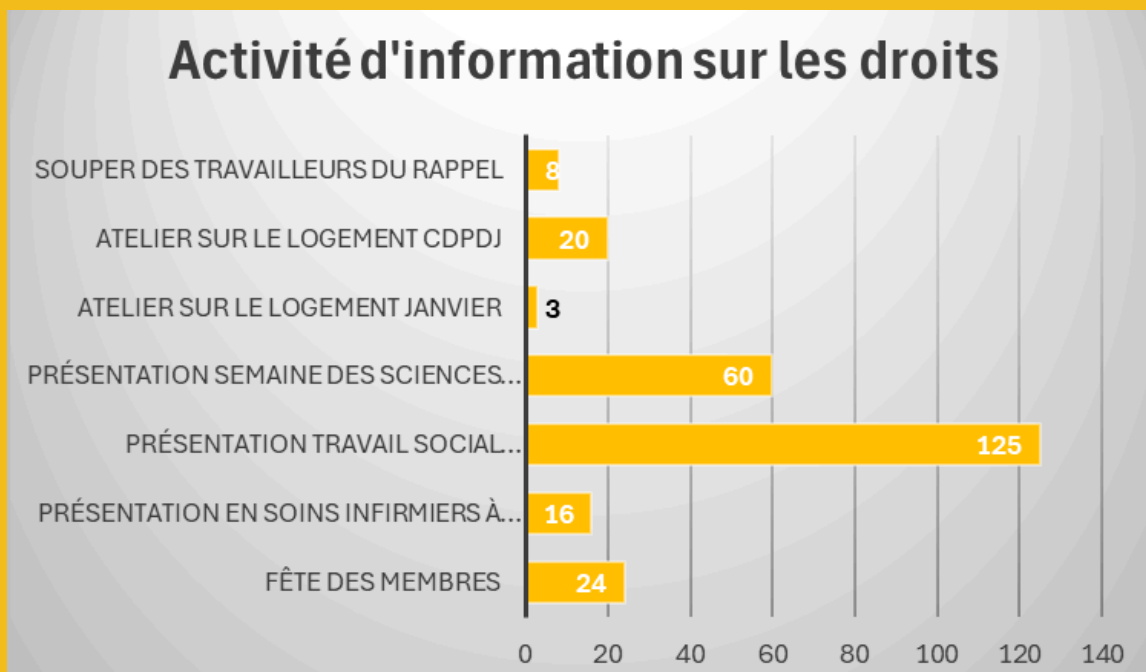
Ateliers d'information sur les droits en psychiatrie

Suite au plan de primauté de la personne, inclus dans le plan d'action en santé mentale 2015-2020 reconduit avec le PAISM 2022-2026, L'A-DROIT a convenu avec la Direction du programme santé mentale et dépendances de mettre en oeuvre des mesures associées aux droits. Ainsi, L'A-DROIT tient, depuis 2016, des ateliers d'information sur les droits dans les différents départements de psychiatrie de la région.



Information sur les droits

256 personnes ont participé à ces ateliers d'information sur les droits en 2025-2026



Application Droits et ressources en santé mentale (DRSM)

Nous avons débuté la mise en place de l'application Ressources santé mentale en 2017, rebaptisée Droits et ressources santé mentale (DRSM). Celle-ci a trois fonctions principales soit :

- Informer l'utilisateur des ressources en santé mentale à proximité ;
- Permettre l'accès en un clic à une panoplie d'informations sur les droits et de liens utiles ;
- Diffuser du contenu, notamment en baladodiffusion sur les droits en santé mentale et sur l'organisme L'A-DROIT.

La subvention nous permettant de promouvoir l'application a pris fin en mars 2024 mais avons continué d'en faire la promotion. Des capsules sur le droit notarial sont en cours de production et seront accessibles en 2026-2027 sur l'application DRSM.



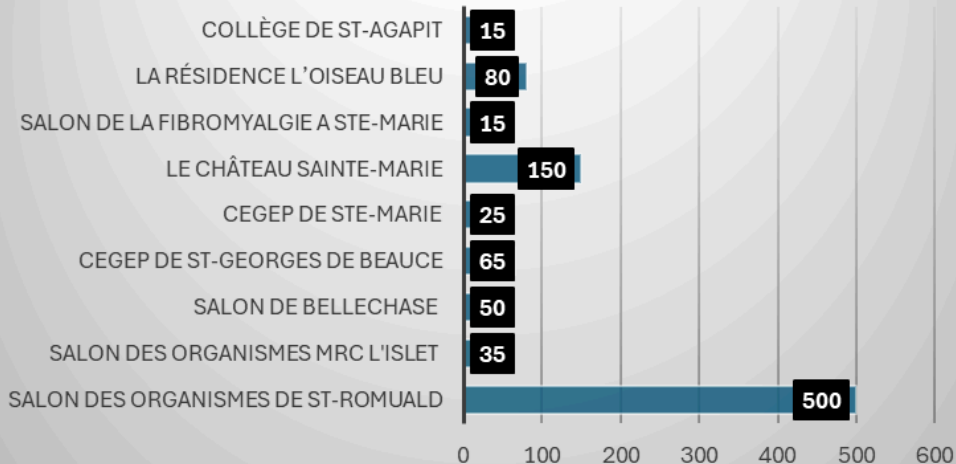
Fonds d'études
notariales

Chambre
des notaires

Autres activités d'information sur les droits

Un total de 935 personnes ont été rencontrées dans des activités de kiosque tenues principalement par Marie-Josée Boucher

Kiosques d'information



Communication et promotion

Plan de communication

L'A-DROIT a poursuivi la mise en œuvre du plan de communication. Ce plan avait l'objectif d'augmenter la notoriété de l'organisme et de développer des partenariats. Nous avons réalisé les actions suivantes en 2025-2026:

- Chronique mensuelle à Passion-FM (voir section communication médiatique);
- Publication de six (6) infolettres;
- Poursuite de notre activité sur les médias sociaux.



Communications médiatiques

En tant qu'organisme régional de promotion et de défense de droits, nous prenons la parole chaque fois que c'est nécessaire afin de faire valoir les droits et intérêts des personnes. Les « sorties médiatiques » sont partie prenante de la défense systémique des droits et de l'exercice de la transformation sociale, un des critères de l'action communautaire autonome. À noter qu'à nouveau, la fonction de porte-parole de l'AGIDD-SMQ nous a amené à faire rayonner notre organisme cette année.

Chronique à Passion-FM

Ainsi, nous avons poursuivi nos chroniques sur les ondes de Passion-FM dans l'émission Le Retour, chaque 4ième jeudi du mois, nous permettant de rejoindre les gens du territoire de Bellechasse et des Etchemins (8 chroniques en 2025-2026).

Articles et communications médiatiques

Action collective garde préventive

- Entrevue à CMATV Montmagny le 7 avril 2025
- L'A-DROIT Informe sur une action collective sur la P-38, Journal de Lévis, 2 mai 2025 <https://www.journaldelevis.com/jdl/27/Communaut%C3%A9.html?id=42370>
- Entrevue à CJMD Lévis le 7 mai 2025
- Entrevue à la TVCRA le 21 mai 2025



Ballados et médias

- La Barre du jour: Santé mentale sans tabous. Diffusion en **juin 2025**
- Santé mentale Québec-Chaudière-Appalaches: C'est dans ta tête. Du sentiment d'impuissance au pouvoir d'agir Diffusé le **26 août 2025**.
- CDC de Lotbinière, diffusé en **octobre 2025**
- Ballado de la Rencontre: Les droits en santé mentale, diffusé le **10 janvier 2026**
- **Médias:** Des intervenants sociaux assistent les policiers en Chaudière-Appalaches, Journal de Lévis 7 mai 2026 https://www.journaldelevis.com/jdl/25/Des_intervenants_sociaux_assistent_les_policiers_en_Chaudi%C3%A8re-Appalaches_.html?id=42409



Étude sur la P-38 2022-2024

- Entrevue à CJMD Lévis le 17 décembre 2025
- Entrevue à COOL-FM le 18 décembre 2025
- Entrevue à CIQI-FM le 19 janvier 2026 (Max)

Outils permanents

Depuis les débuts de L'A-DROIT, nous sommes proactifs concernant la promotion et la visibilité, afin de rejoindre les personnes directement concernées.

Voici les outils de promotion « permanents » de l'organisme :

- Site Internet www.ladroit.org/ladroit Celui-ci recèle une importante section d'information sur les droits.
- L'A-DROIT a pignon sur rue à ses deux locaux, l'organisme a une affiche devant l'édifice, visible de la rue Saint-Louimieux formés, ainsi que sur la 1^{ère} avenue à Saint-Georges.
- Diffusion hebdomadaire des coordonnées de L'A-DROIT dans le Journal de Lévis.

Porte-parole de l'AGIDD-SMQ

Dans le cadre de son implication à l'AGIDD-SMQ, François Winter a eu l'occasion de porter la parole de notre association provinciale dans les médias. Ainsi, il a effectué 11 interventions médiatiques incluant des entrevues à CBC, La Gazette, Radio-Canada, le 98,5, en plus de participer à la rédaction de communiqués de presse et de lettres d'opinion.

- Affiches promotionnelles et dépliants distribués dans l'ensemble de la région de Chaudière-Appalaches dans des endroits publics. À ce titre, nous désirons souligner la grande contribution des différentes communautés dans la région. Nous distribuons nos dépliants dans les endroits suivants:

- o Pharmacies et cliniques médicales ;
- o Bibliothèques et bureaux municipaux ;
- o Organismes communautaires (principalement en santé mentale).

Notre organisme est bien réseauté et dispose d'une large distribution de son matériel promotionnel et ceux-ci sont distribués dans de nombreux organismes de la région.

Site Internet

Voici les statistiques de fréquentation du site Internet en 2025-2026, qui a augmenté de 15% en comparaison à la dernière année:

Utilisateurs: 1231

Vues 2954

Pages vues 5848

Médias sociaux

Grâce à un investissement de l'équipe, les médias sociaux ont observé une croissance en 2025-2026: Voici les faits saillants:



177

12 198 visites



+129%



41



23

Journal de L'A-DROIT

Toujours en progression dans sa mise en page, nous avons diffusé 5 éditions de notre journal aux membres et partenaires (tirage papier: 150 journaux et envoi courriel: 650 personnes). Le Journal de L'A-DROIT est un outil d'information sur les enjeux liés aux droits en santé mentale et les activités de notre organisme, auprès de nos membres et de nos partenaires.



Représent'ACTION

Quatrième année de Représent'ACTION qui était autrefois appelé le cadre de partenariat. Ainsi, L'A-DROIT a organisé des rencontres régionales cette année et supporté la participation des délégués régionaux. Ce projet concerne l'objectif du PAISM lié à la participation citoyenne en santé mentale. Voici les informations liées à Représent'ACTION en 2025-2026:



6

2 rencontres régionales

16 octobre 2025: 41 participants

29 janvier 2026: 52 participants

26 mars 2026: Reportée en avril dû à la température



RENCONTRE DE DÉLÉGUÉS Total= **5** rencontres
RENCONTRE DE CHARGÉS DE PROJET Total= **10** rencontres
FORMATION DES DÉLÉGUÉS = **2** délégués ont été formés en **3** rencontres

IMPLICATION DE LA CHARGÉE DE PROJET RÉGIONALE POUR LE MOIS DE LA PAROLE COLLECTIVE 2025

Comité coordination du mois de la parole collective 2025: **3 rencontres**

Préparation de l'événement de clôture du mois de la parole collective: **1 rencontre**

Participation à l'événement de clôture du mois de la parole collective: **1 rencontre**

IMPLICATION DE LA CHARGÉE DE PROJET DANS LE FINANCEMENT DE REPRÉSENT'ACTION

Comité financement: **1 rencontre**



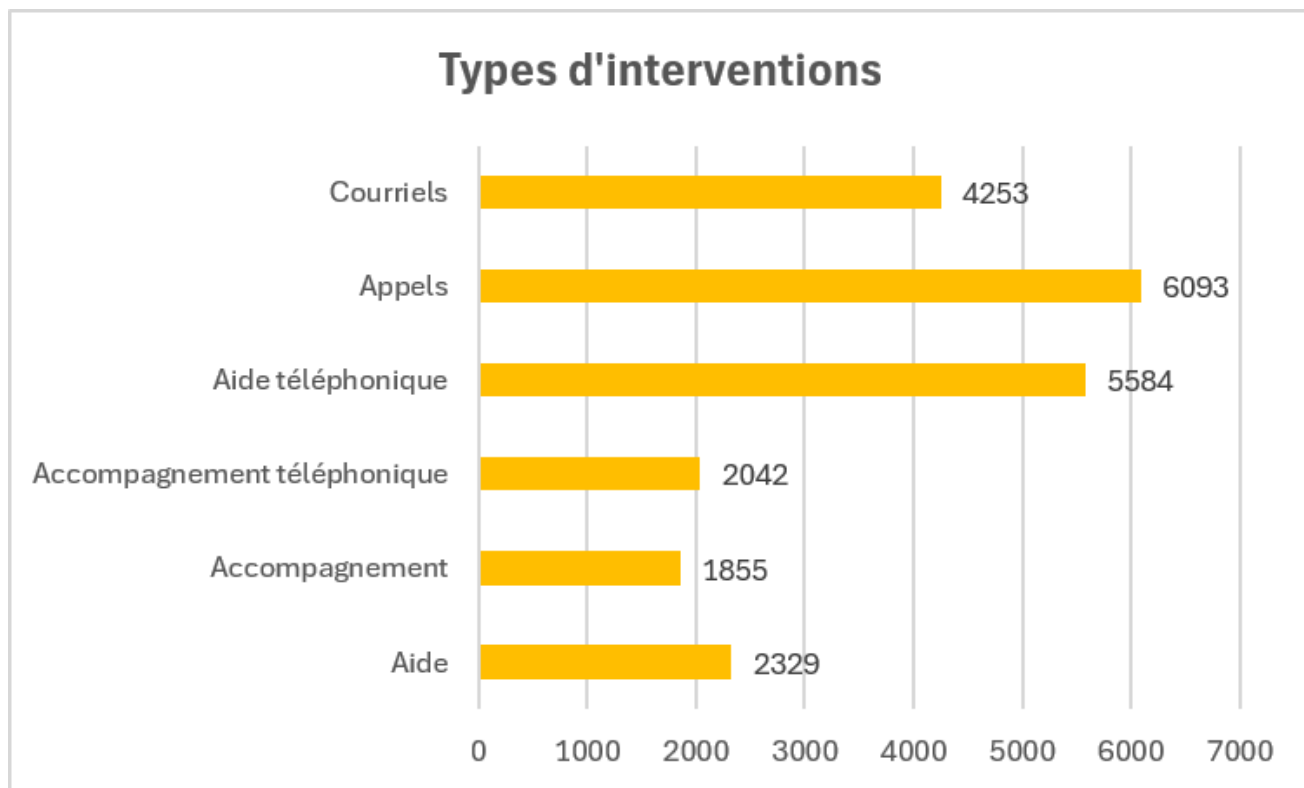
Représentations des délégués

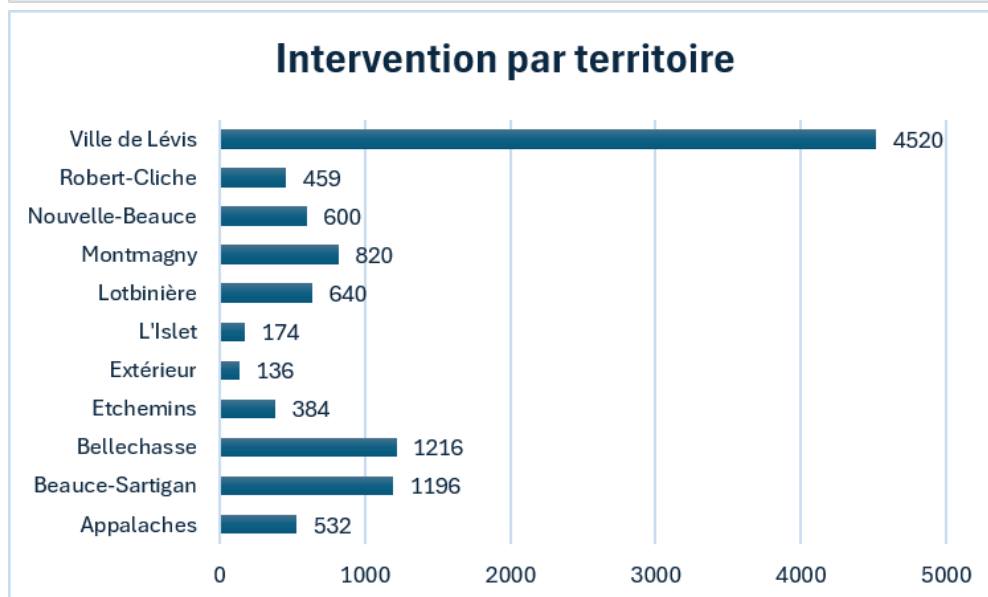
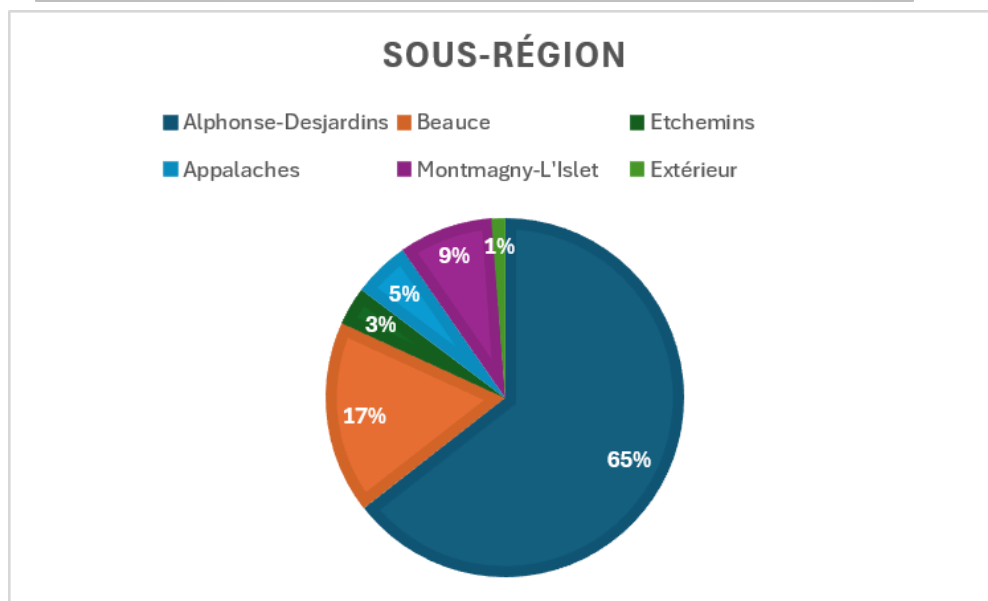
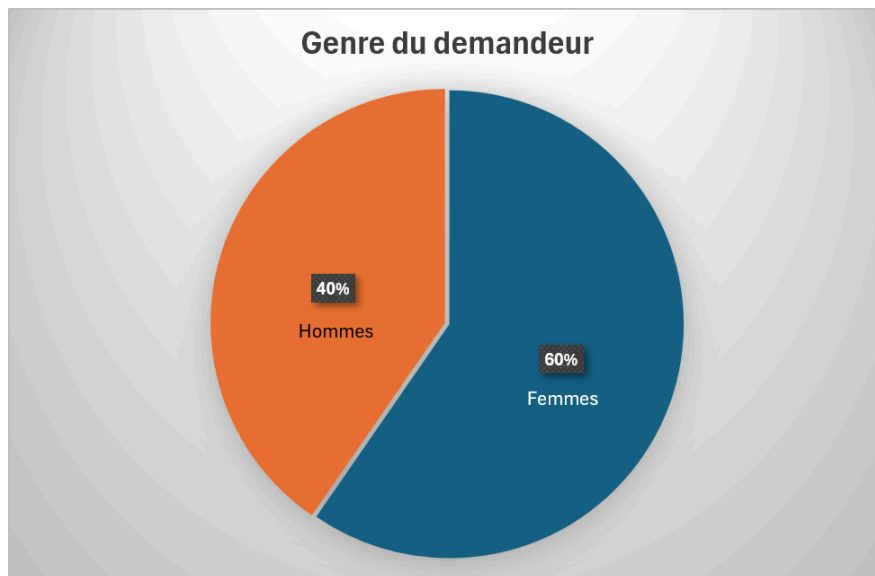
Noms des délégués	Comité/sous-comité/Table	Nombre de représentations
Maryse Proulx Claude Pellerin	Comité régionale en santé mentale de Chaudière-Appalaches	6 représentations
Annie Busque	Coalition PSL Coalition et analyse	5 représentations 1 représentation
Claude Pellerin	Sous-comité promotion de la table de santé mentale de Montmagny l'Islet Table de concertation en santé mentale dépendance de Montmagny-L'Islet	1 représentation 3 représentations
Fabien Aubin	Table santé mentale et dépendance de Bellechasse	2 rencontres
Hélène Chabot	Table santé mentale et dépendance de Lévis	1 représentation
Maryse Proulx	Table santé mentale et dépendance de Beauce-Etchemins	4 représentations
Martin Lemay	Comité santé mentale de Lotbinière	2 représentations

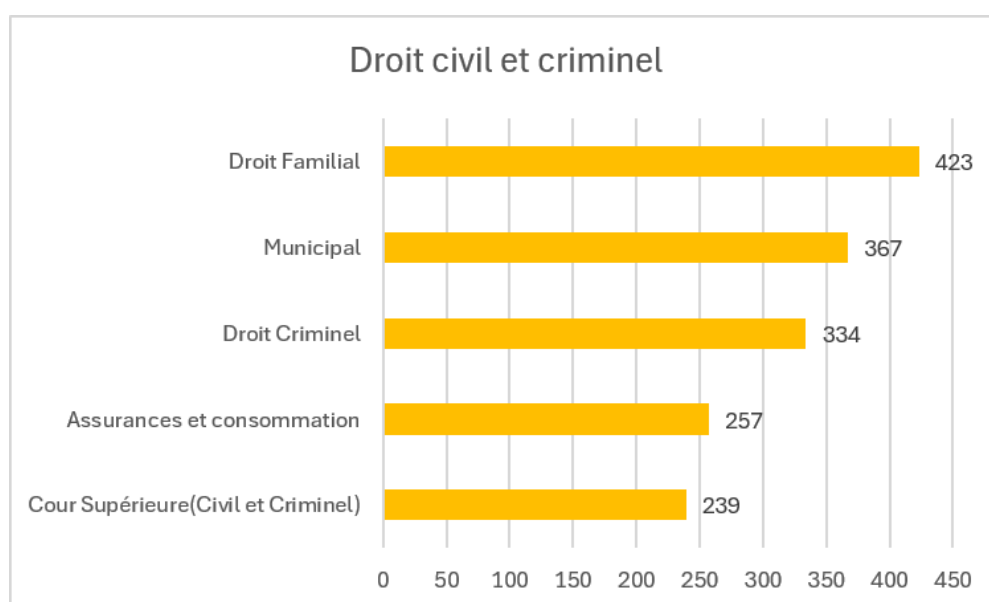
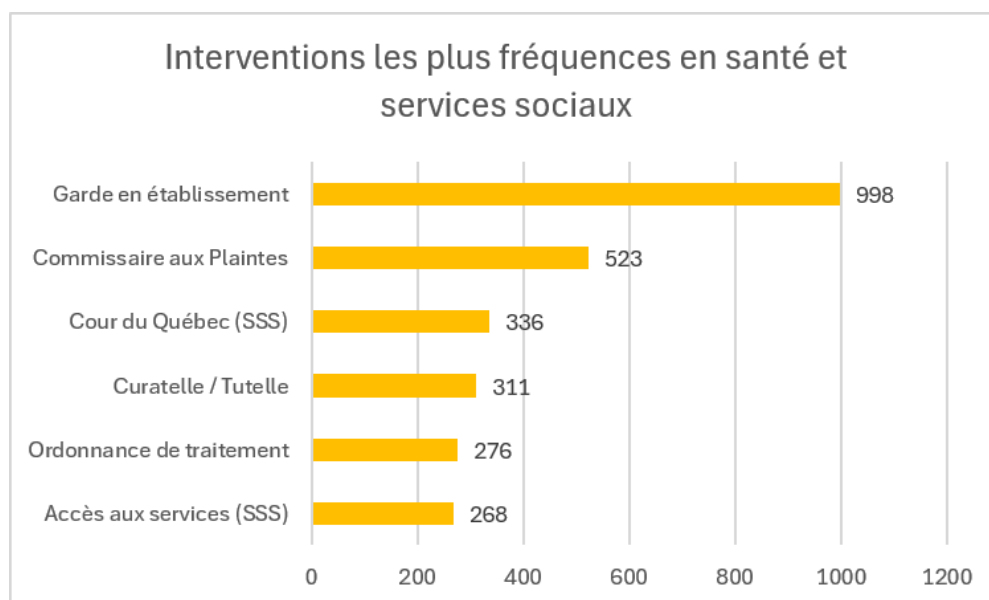
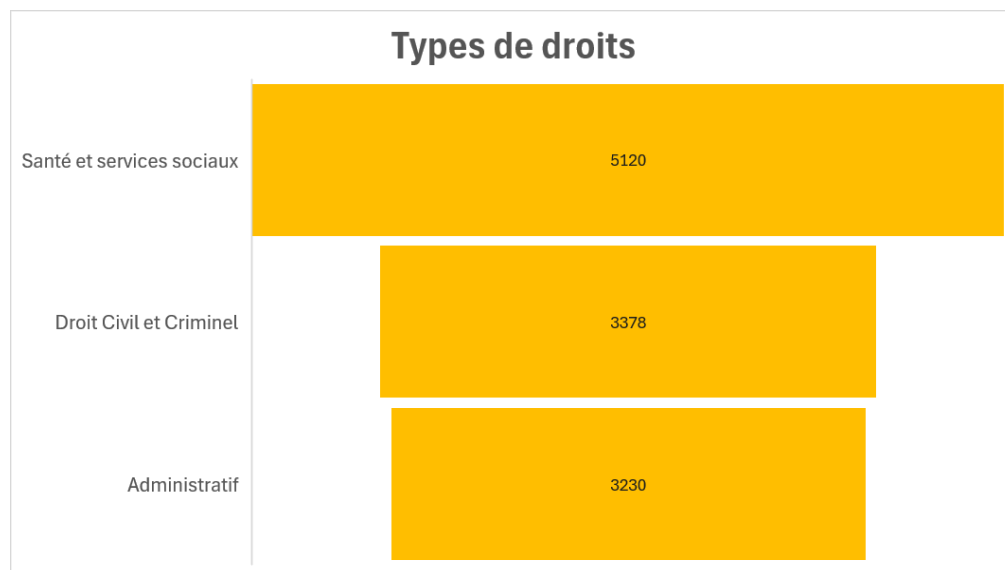
Total: 25 représentations

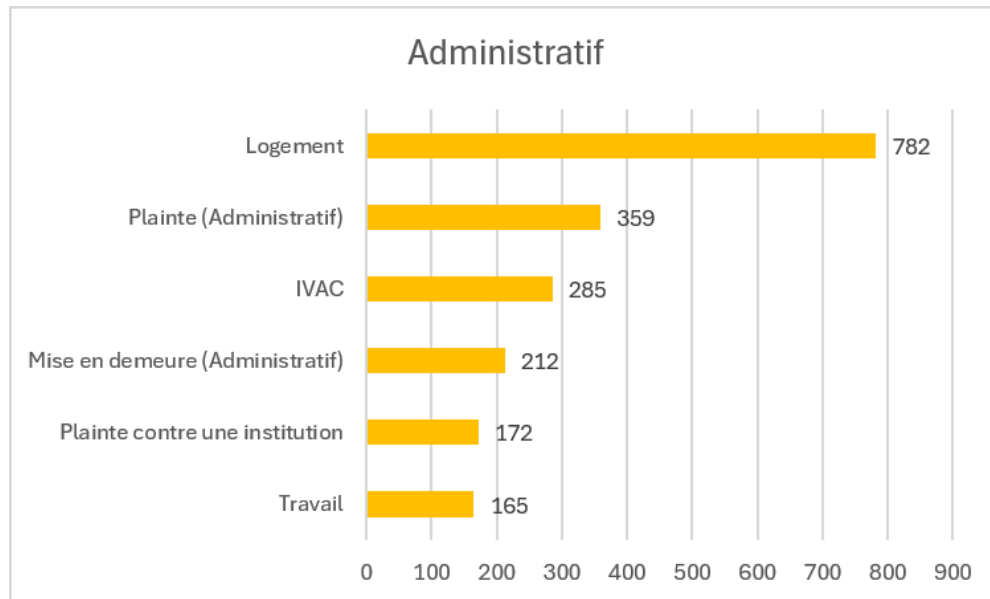
L'aide et l'accompagnement constitue une portion significative de notre mission et a occupé, encore une fois cette année, une place importante à L'A-DROIT en 2025-2026. Les statistiques de cette année représentent une hausse majeure de la demande individuelle. Ainsi, nous avons réalisé **10 740** interventions individuelles d'aide et d'accompagnement. Il s'agit d'une hausse record de **110%** en comparaison à l'année précédente. Nous observons toutefois cette tendance depuis les 2 dernières années, ce qui ne s'était pas matérialisé dans les statistiques puisque nous avons adopté un autre logiciel de tenue statistique, que nous avons laissé de côté en avril 2025 puisqu'il ne reflétait pas fidèlement la situation et n'amenait pas de valeur ajoutée à la collecte de données. Notons qu'à nouveau, l'engagement de l'équipe de conseillères en défense de droits a travaillé très fort pour aider et accompagner les personnes dans leurs démarches.

Nous vous présentons les statistiques d'aide et d'accompagnement individuelles pour la défense des droits. À nouveau cette année, nos conseillères en défense de droits ont répondu à des demandes variées avec diligence, professionnalisme et empathie. Nous constatons une grande collaboration du milieu avec L'A-DROIT ce qui se manifeste par un nombre important de références, encore une fois cette année!









La crise des services publics affecte les gens. Peu d'aide est disponible pour les personnes se faisant évincer de leurs logements. Nous avons eu cette année une hausse importante des interventions pour les droits notariaux, et la déontologie policière.

NOMBRE TOTAL DE PERSONNES REJOINTES POUR LES ACTIVITÉS GRAND PUBLIC DE L'ORGANISME : Considérant l'ensemble des activités de promotion, de notre forte présence sur les médias sociaux et dans les médias de la région, nous estimons que L'A-DROIT a rejoint durant la dernière année financière plus de 35 700 personnes, afin qu'elles connaissent la mission de l'organisme et plusieurs de ses actions systémiques.

NOMBRE TOTAL DE PERSONNES DIFFÉRENTES REJOINTES POUR LES ACTIVITÉS INDIVIDUELLES ET DE GROUPE : Le nombre de personnes rejointes pour les activités individuelles et de groupe est de 1324.

Conclusion et remerciements

Nous désirons souligner l'immense travail des bénévoles, des membres du conseil d'administration et de l'équipe de travail en cette année 2025-2026 qui se sont dévoués avec acharnement et énergie! Nous avons aidé un plus grand nombre de personnes par l'aide et l'accompagnement individuel dans la région et nous avons augmenté le nombre de personnes rencontrées dans les ateliers en psychiatrie ainsi que poursuivi les mesures qui contribuent au respect des droits des personnes dans la région. L'A-DROIT est actif et solidaire de nos communautés de la région !

Encore une fois, soyez assurés que nous demeurons debout, engagés à vos côtés, pour le respect de vos droits. Il nous est important de remercier les organismes et les personnes suivantes :

- Le conseil d'administration et les membres de L'A-DROIT pour leur implication, leur dévouement et leur courage. Sans vous, rien ne serait possible !
- L'équipe de travail de L'A-DROIT ;
- Les alliés à la cause de la défense des droits en santé mentale, que l'on peut retrouver dans le réseau de la santé, dans les milieux juridiques, de l'habitation, de l'éducation et communautaire. Nous remercions aussi la ville de Lévis pour le prêt de salles;
- Nos bailleurs de fonds, pour leur soutien financier ;
- Les groupes communautaires et particulièrement ceux en santé mentale de la région de Chaudière-Appalaches, pour leur collaboration à l'exercice de la mission de L'A-DROIT, incluant entre autres le prêt de locaux lors d'interventions individuelles de défense des droits;
- Nos donateurs et nos fournisseurs qui nous font des rabais, dont le support a démontré l'enracinement de L'A-DROIT dans la communauté;
- Tous les regroupements où nous sommes membres, pour leur support;
- Centraide Québec-Chaudière-Appalaches, pour sa confiance, son assistance et cette collaboration essentielle à notre cause.
- Le fonds d'études à la pratique notariale de la Chambre des notaires, pour ce partenariat au bénéfice des personnes de la région! Nous sommes honorés d'avoir renouvelé notre association avec ce partenaire financier en 2025-2026!

5

2



Centraide
Québec et
Chaudière-Appalaches

SPUL

Syndicat des professeurs
et professeures
de l'Université Laval

spul.ca

**Fonds d'études
notariales**



**Chambre
des notaires**

L'A-DROIT a continué de répondre aux besoins des personnes vivant avec un problème de santé mentale dans la région avec les valeurs qui sont les nôtres, soit l'accueil, le non-jugement, le préjugé favorable et l'appropriation du pouvoir. Notre cause est tout à la fois une lutte collective qui se manifeste par l'implication et la participation aux activités de L'A-DROIT et aussi une lutte individuelle pour chaque personne qui entreprend une démarche pour faire respecter ses droits. Encore une fois, nous conservons ces préoccupations dans l'ensemble de nos actions, qui nous anime depuis la fondation de l'organisme en 2002 par des personnes directement concernées de la communauté.

Heures d'ouverture: du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00

Longue vie à L'A-DROIT !



Jason Morin
Président



Hélène Chabot
Secrétaire

Coordonnées :

L'A-DROIT de Chaudière-Appalaches

5680, rue Saint-Louis

Lévis, Québec G6V 4E5

Téléphone : (418) 837-1113

Sans frais : 1 866 837-1113

Fax : (418) 837-8555

Courriel : ladroit@ladroit.org

Site Internet : www.ladroit.org/ladroit

Point de chute de St-Georges

12227, 1ère avenue, local 322

Saint-Georges, (Québec) G5Y 2E3



@LADROIT1



L'A-DROIT de Chaudière-Appalaches



@LADROIT2

